

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Tasime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Clare HART, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Joëlle URBANI

Crèche Henri Salvador - Résiliation du contrat de délégation de service public - Approbation

Madame Tasime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La crèche municipale Henri-Salvador est située 6 rue Boussinesq à Montpellier, dans le quartier des Arceaux. Cet établissement d'accueil du jeune enfant offre une capacité de 89 places d'accueil collectif et 12 places d'accueil familial pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans ou moins de 6 ans en accueil périscolaire.

Depuis 2018, année d'ouverture de la crèche, la structure est gérée dans le cadre d'une délégation de service public (DSP). Le premier contrat de DSP a été signé pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 juillet 2023 et a été attribué à la société « *LPCR DSP Montpellier* ».

Après avoir recueilli l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) le 8 mars 2022 et l'avis du Comité technique le 17 mars 2022, le Conseil municipal a décidé de déléguer à nouveau la gestion et l'exploitation de la crèche Henri-Salvador via une délégation de service public pour une durée de 5 ans par délibération du 29 mars 2022. A la suite d'une procédure de mise en concurrence, le Conseil municipal, réuni le 5 juin 2023, a décidé de confier la gestion de la crèche Henri-Salvador à la société « *la Maison bleue* ». Le contrat de DSP est conclu pour une durée de 5 ans, soit du 1^{er} août 2023 au 31 juillet 2028.

En tant que nouveau délégataire de la crèche Henri-Salvador, « *la Maison bleue* » est tenue d'exploiter la gestion de l'établissement conformément aux clauses prévues au contrat de DSP.

Pour ce faire, il gère l'ouvrage pour le compte de la Ville et doit assumer en tout temps, à ses risques et périls, l'exploitation, la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et des équipements mis à sa disposition dans le respect des normes de sécurité et d'accessibilité. Il doit également assurer en totalité les prestations et missions nécessaires au bon fonctionnement de la crèche.

Parmi les missions principales, le délégataire se doit d'assurer un service d'accueil collectif, régulier ou occasionnel, des enfants montpelliérains âgés de moins de quatre ans (ou de moins de six ans en accueil périscolaire). Le service délégué offre 101 places au total, sur la base d'un accueil mixte comprenant 89 places en accueil collectif, régulier ou occasionnel, de 7h30 à 18h30 et jusqu'à 12 places en accueil familial, de 6h à 20h, chez des assistantes maternelles rattachées à l'établissement et salariées du délégataire. Les enfants doivent être accueillis dans le respect des normes d'encadrement prévues par les textes réglementaires. Le délégataire est aussi chargé de la rédaction du projet d'établissement et du projet pédagogique, qui doit satisfaire aux principes posés par le projet éducatif municipal. Il doit également assurer la livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas dans les conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptées aux jeunes enfants. Il est responsable du recrutement et de la rémunération de l'ensemble des personnels nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement, dans le respect des dispositions du Code du travail et de l'ensemble des réglementations applicables aux personnels de ce secteur d'activité (décrets du 1er août 2000, du 20 février 2007 et du 7 juin 2010 et du 30 août 2021). De plus, le délégataire a seul la responsabilité des relations avec les familles.

Malgré une offre très qualitative et jugée la mieux-disante, la Ville de Montpellier a constaté de nombreux manquements, notamment au niveau du personnel, et ce dès la reprise de la crèche par la société « *la Maison bleue* » en août 2023. L'année 2024 a également été jalonnée de dysfonctionnements attestant d'une dégradation de la qualité de service attendue de cette DSP, ainsi que d'un non-respect de plusieurs clauses contractuelles.

Cette situation, ainsi que des plaintes récurrentes des familles accueillies, ont conduit les services de la Ville et de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) à réaliser de nombreuses visites de contrôles inopinées, suivies d'enquêtes administratives. Par ailleurs, plusieurs courriers de mise en demeure à l'encontre du délégataire ont permis d'acter de nombreux manquements et dysfonctionnements, tels que les plaintes récurrentes des familles, des difficultés importantes au niveau de la gestion du personnel, entraînant une réduction temporaire du nombre de places et des horaires d'ouverture, une baisse de la qualité d'accueil, un *turn over* important des professionnels, un défaut de sécurité affective des enfants, mais aussi de la composition et de la distribution des repas, des insuffisances au niveau de la communication à l'égard du délégant, ou encore des carences au niveau de l'entretien et de la maintenance des équipements.

Ainsi, le contrôle inopiné réalisé par la Ville de Montpellier, le 17 mai 2024, a permis de constater une carence de 6 postes par rapport aux effectifs cibles, un non-respect du taux d'encadrement dans la section des bébés, un défaut d'organisation et de management, ainsi que des dysfonctionnements dans les procédures. Ces manquements, conduisant à une remise en cause de la sécurité et du bien-être des enfants, ont donné lieu à un nouveau courrier de mise en demeure en date du 21 mai 2024. Enfin, à la suite d'une visite inopinée conduite par le Pôle Petite Enfance, la Ville de Montpellier a été amenée à décider de la fermeture temporaire de l'établissement Henri-Salvador du vendredi 2 août au vendredi 9 août inclus, en application de l'article 28 du contrat de délégation de service public car, en cette période de vigilance orange canicule et au vu des dysfonctionnements constatés, la sécurité des enfants accueillis s'avérait être menacée.

L'ensemble de ces carences et dysfonctionnements a également été relevé à de multiples reprises par la PMI de l'Hérault.

En une année d'exploitation de la crèche Henri-Salvador, « *la Maison bleue* » a donc fait l'objet de 4 courriers de mise en demeure de la Ville (en application de l'article 48 du contrat) et de multiples alertes de la PMI.

Par ailleurs, sur le volet administratif et financier de l'exécution du contrat, la Ville a également été amenée à formaliser une cinquième mise en demeure pour exiger la transmission de l'intégralité des éléments du Rapport Annuel, prévus par l'article 44 du contrat. De même, il apparaît que « *la Maison Bleue* » n'a pas souscrit aux obligations prévues par l'article 47 du contrat, à savoir la fourniture dans un délai d'un mois après la signature du Contrat d'une garantie à première demande, correspondant à 5% des produits d'exploitation de la 1^{ère} année du contrat.

Ces nombreuses fautes et défaillances n'étant plus acceptables, la Ville de Montpellier a donc décidé de mettre en demeure le délégataire en date du 11 octobre 2024, avec un délai d'un mois, en application de l'article 53 du contrat de DSP, qui autorise le Délégrant à prononcer la résiliation du contrat pour faute. Le délégataire « *la Maison bleue* » n'ayant pas répondu aux différentes injonctions de la Ville, sur les nombreux manquements constatés, la Ville a donc décidé de mettre un terme conformément à l'article 53 du contrat de DSP et ce à compter du 31 janvier 2025.

Le décompte final, y compris le calcul de la valeur nette comptable des éventuels biens acquis mais non encore amortis par le délégataire, sera réalisé conformément à l'article 58 du contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de la résiliation pour faute du contrat de DSP relatif à la gestion de la crèche Henri-Salvador en application de l'article 53 du contrat ;
- D'approuver que la fin du contrat avec le délégataire « *La Maison bleue* » soit actée au 31 janvier 2025 ;
- D'autoriser les dépenses nécessaires, en investissement notamment, au Budget primitif 2025 pour rembourser la valeur nette comptable non amortie par le délégataire au regard de la fin anticipée ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-288791-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.